

**FACE AUX BOMBARDEMENTS DES CIVILS,
SEULS LES MURS DE L'INDIFFÉRENCE
DOIVENT TOMBER**



© Design : STRIKE - Photographie : b.amleras/hi



PYRAMIDES SOLIDAIRES
SEPTEMBRE 2020 • PARTOUT EN FRANCE
handicap-international.fr | #STOPBOMBING



2020

UN CONTEXTE INÉDIT POUR DES PYRAMIDES HISTORIQUES

Depuis 1995, les Pyramides de Chaussures rythment le mois de septembre et sont, depuis 26 ans, le symbole de la mobilisation citoyenne contre les « armes des lâches¹ » qui tuent et mutilent les civils.

À l'heure où la Covid-19 sévit encore dans de nombreux pays, Handicap International met une fois encore la lumière sur les conséquences désastreuses des bombardements en zones peuplées. Les bombes continuent de pleuvoir au Yémen, en Syrie ou en Libye, tuant ou blessant des civils mais détruisant également des infrastructures vitales comme les hôpitaux, les écoles ou encore les routes. Il est urgent d'agir pour stopper ces pratiques barbares. Pour la 9^{ème} année consécutive, 90% des victimes des bombardements en zones peuplées sont des civils. Aujourd'hui, plus que jamais, **Handicap International rappelle que face aux bombardements des civils, seuls les murs de l'indifférence doivent tomber.**

L'année 2020 marque un tournant puisque cette année, le contexte sanitaire contraint l'association à organiser les Pyramides différemment : les citoyens ne seront plus invités à jeter leurs chaussures pour symboliser leur engagement et leur indignation. Ils les exprimeront en apportant leur pierre à l'édifice à leur niveau et à leur façon : actions solidaires, partage sur les réseaux, actions de collecte et signature de pétition.

Si le message et le combat restent les mêmes, Handicap International appelle les citoyens, à Paris, Lyon et partout en France, à participer à des Pyramides pas comme les autres : distancées mais solidaires. Chacun trouvera sa façon d'agir ici pour changer les choses là-bas et protéger les civils en zones peuplées. Ces actions agrégées les unes aux autres viendront porter la réussite et l'aboutissement de ce combat représenté par une pyramide digitale perpétuant le symbole de la mobilisation pour interdire l'utilisation de ces armes barbares : les Pyramides de Chaussures deviendront ainsi les Pyramides Solidaires.

L'enjeu est de taille, puisque les Pyramides Solidaires seront organisées 6 mois avant un événement majeur : la conférence de Dublin au cours de laquelle les États seront invités à signer la Déclaration politique internationale visant à stopper l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. Alors que des États, notamment la France, persistent à ne pas répondre à l'appel solennel lancé par le Secrétaire général de l'ONU et le Comité International de la Croix-Rouge pour limiter l'usage des armes les plus destructrices, la mobilisation des citoyens est plus que jamais nécessaire. Les Pyramides Solidaires sont l'ultime moment pour rappeler collectivement que seul un texte ambitieux et contraignant aura un véritable impact sur des pratiques d'un autre temps qui détruisent injustement la vie des civils.

¹ Expression utilisée pour désigner les mines antipersonnel.



PYRAMIDES SOLIDAIRES

UN ÉVÉNEMENT DISTANCIÉ MAIS ENGAGÉ

3 questions à Xavier du Crest de Villeneuve,
directeur de Handicap International France.

Quelle est la particularité des Pyramides cette année ?

La particularité des Pyramides cette année est liée aux contraintes de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19. Nous nous interdisons en effet d'inviter fin septembre massivement les citoyens qui souhaitent s'engager à nos côtés et participer à l'événement sur des places en France. De ces contraintes, nous avons su faire des opportunités : les Pyramides de Chaussures deviennent les Pyramides Solidaires !

« Ces pyramides sont le dernier temps fort de mobilisation des citoyens avant la conférence de Dublin et de l'aboutissement de la Déclaration politique internationale que nous portons. »

Nous avons donc changé la forme de notre événement en développant deux moments clés, à Paris et à Lyon, et des initiatives citoyennes dans toutes les villes de France.

Pourquoi et de quelle manière Handicap International s'engage dans le combat contre les bombardements des civils ?

Depuis le début de notre histoire, notre organisation s'est toujours attachée à répondre aux problèmes concrets posés aux victimes de conflits et de catastrophes naturelles, en les accompagnant vers l'autonomie, quel que soit leur handicap. Mais aussi en remontant aux causes, comme le combat contre les mines antipersonnel et celui contre les bombes à sous-munitions, avec deux traités internationaux signés et la récompense du prix Nobel de la paix.

Depuis plus de 5 ans, notre combat est en effet de faire cesser les bombardements des civils en zones peuplées, pratiques barbares et contraires au Droit international humanitaire et aux conventions de Genève.

Comme hier, chaque citoyen peut signer une pétition pour nous aider à porter ce combat, et nous agissons aussi au plus haut niveau des États pour les entraîner à écrire puis signer une déclaration politique visant à enfin mieux protéger les civils.

En quoi l'implication des citoyens tout au long du mois de septembre est-elle importante pour Handicap International ?

Nous vivons la dernière ligne droite de notre combat contre les bombardements des civils. Ces pyramides sont le dernier temps fort de mobilisation des citoyens avant la Conférence de Dublin et de l'aboutissement de la Déclaration politique internationale que nous portons.

L'implication des citoyens est essentielle simplement pour réussir à mobiliser encore plus d'États dans notre combat en signant et partageant nos appels à la mobilisation. C'est un moment crucial pour nous tous. Et c'est bien la pression de la rue, la mobilisation des citoyens qui permet de faire adhérer les États. Nous avons la possibilité, tous, de faire un geste politique décisif. Ne laissons pas passer cette opportunité !

LES INFRASTRUCTURES DE SANTÉ, PARTICULIÈREMENT TOUCHÉES LORS DES BOMBARDEMENTS

L'épidémie de Covid-19 contribue à faire prendre conscience au plus grand nombre de l'importance des infrastructures de santé. Or, dans un grand nombre de pays en guerre, elles sont parmi les premières touchées par les bombardements. Ciblées délibérément par des belligérants ou endommagées par des armes explosives lourdes ou imprécises, ces infrastructures et leurs personnels sont pourtant en première ligne pour lutter contre la pandémie.

« Le bombardement en zones urbaines est un crime sanitaire lent et silencieux », témoigne Alison Bottomley, responsable plaidoyer de Handicap International au Yémen.

Dans ce pays, on estime que la moitié des installations médicales ne fonctionnent plus, alors que 19,7 millions de personnes ont besoin de soins de santé². En Libye, en avril 2020, plusieurs jours de bombardements ont endommagé un hôpital de 400 lits à Tripoli, identifié comme une installation sanitaire pouvant accueillir des malades de la COVID-19. Handicap International dénonce une banalisation de ces destructions et des cessez-le-feu très relatifs. L'ONG appelle la communauté internationale à tout mettre en œuvre pour que le cessez-le-feu mondial appelé par le Secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, soit véritablement respecté.

² [Death Sentence to Civilians: The Long-Term Impact of Explosive Weapons in Populated Areas in Yemen, Mai 2020.](#)

6 MOIS DÉTERMINANTS

L'ULTIME MARCHÉ POUR METTRE FIN À L'UTILISATION DES ARMES EXPLOSIVES EN ZONES PEUPLÉES

LE CHIFFRE DE LA HONTE : PLUS DE 90 % DE VICTIMES CIVILES

Elles étaient 15 % de victimes civiles en 14-18, 50 % en 1945 ; elles sont aujourd'hui 90 % dans les conflits actuels. Qui peut encore décentement parler de dommages collatéraux ? Idlib, Aden, Raqqa, Mossoul, Donetsk et aujourd'hui Tripoli depuis 2016, ces villes bombardées sont devenues le symbole du mépris le plus total pour la vie des civils.

Bombardements massifs et disproportionnés, pilonnages sans distinction au cœur des villes et sur des infrastructures aussi vitales que des hôpitaux, les guerres contemporaines piétinent jour après jour les principes les plus élémentaires du Droit international humanitaire sous le regard impuissant de la communauté internationale.

En cause, certaines pratiques d'un autre temps, utilisées aujourd'hui au cœur de villes densément peuplées.

« De nombreuses armes et munitions utilisées aujourd'hui au cœur des villes ont été conçues à l'origine pour des champs de bataille ouverts. La disproportion des bombardements et la puissance des armes utilisées rendent toute distinction entre cible militaire et population quasi-impossible. Quand on constate que ces bombardements font 90 % de victimes civiles, il est indécent de parler encore de dommages collatéraux ! », explique Baptiste Chapuis, responsable de Plaidoyer à Handicap International.

Les armes explosives, dont le périmètre de destruction est étendu (ex. bombe aérienne de forte puissance), qui dispersent de multiples munitions (ex. : lance-roquettes multiples) ou qui sont imprécises (ex. : armes à système de lancement indirect comme des mortiers), sont particulièrement dévastatrices pour les populations civiles lorsqu'elles sont utilisées en zones peuplées. Ces armes tuent, blessent et traumatisent les individus,

forcent des populations entières à fuir, endommagent les bâtiments ou les infrastructures situés dans la zone où elles explosent et celles qui n'ont pas explosé à l'impact demeurent dangereuses longtemps après les combats³.

LES CIVILS EN PREMIÈRE LIGNE

Par leur effet de souffle et de fragmentation, ces armes créent des blessures complexes qui requièrent un accès immédiat à des soins médicaux adéquats et à une chirurgie traumatologique appropriée⁴. De plus, elles nécessitent des soins médicaux postopératoires sur le long terme⁵ afin d'éviter des complications ou le décès.

« Nous devons redoubler d'efforts pour convaincre les États d'adopter une Déclaration politique ambitieuse qui stoppera le macabre décompte des villes et des populations martyres des bombardements », rappelle Baptiste Chapuis, responsable Plaidoyer à Handicap International.

LA POSITION FRANÇAISE

Fin janvier 2020, Handicap International s'inquiétait de la position de la France qui tendait à vider l'accord de son contenu et à tirer le contenu de Déclaration politique vers le bas. Pour maintenir la pression sur le gouvernement et ne pas relâcher les efforts, l'ONG appelle aujourd'hui les citoyens à se mobiliser pour que les Pyramides Solidaires organisées en septembre 2020 résonnent comme un rappel au gouvernement pour être à la hauteur des enjeux. Parallèlement, Handicap International n'a cessé de mobiliser les députés français. En décembre prochain, une conférence interparlementaire internationale devrait réunir des dizaines de députés mobilisés dans leur pays et permettre que les parlements fassent pression sur leurs gouvernements respectifs.

³ Handicap International – Plaidoyer – Note de synthèse - L'utilisation d'armes explosives en zones peuplées – il est urgent d'agir | ⁴ L'utilisation d'armes explosives en Syrie : un héritage mortel – Étude de cas mai 2015 - Plaidoyer | ⁵ Journal européen pour la chirurgie traumatique d'urgence, « Surgical Management of Syria's War casualties in zaatari (Jordan) – juin 2014.

3 FAMILLES D'ARMES EXPLOSIVES À BANNIR

PÉRIMÈTRE DE DESTRUCTION ÉTENDU

Comprend l'ensemble des armes dont la puissance destructrice à l'impact dépasse par nature la cible et menace de détruire des infrastructures vitales.

Bombes baril



Longueur : 90 cm
Diamètre : 60 cm
Poids : 900 kg
Portée : variable

Une bombe baril est un engin explosif improvisé qui consiste en un baril rempli d'explosifs, de gaz, de combustible et de ferraille.

IMPRÉCISION INHÉRENTE À L'ARME

Comprend toutes les armes disposant d'un système de lancement indirect et imprécis.

Mortier



Longueur : 155 cm
Diamètre : 8,1 cm
Poids : 17 kg
Portée : 3100 m

Le mortier est une pièce d'artillerie à tube court et à fort calibre dont les projectiles, par leur trajectoire parabolique, peuvent atteindre des objectifs masqués ou enterrés.

DISPERSION DE MULTIPLS MUNITIONS

Comprend tous les systèmes d'armement capables de disperser plusieurs munitions à la fois, et ayant la capacité de couvrir une très grande surface.

Roquette Grad 2000 ou dite « Orgues de Staline »



Longueur : 287,5 cm
Diamètre : 12,2 cm
Poids : 66 kg
Portée : 40 Km

La roquette Grad (grèle) est utilisée dans un lance-roquettes au sol ou installée sur un véhicule de combat pouvant lancer jusqu'à 40 roquettes non guidées en moins de 20 secondes.

LA LONGUE MARCHÉ VERS UNE DÉCLARATION POLITIQUE CONTRE L'UTILISATION DES ARMES EXPLOSIVES EN ZONES PEUPLÉES

[2015] GENÈSE DU COMBAT

En 2015, témoins jour après des conséquences des bombardements massifs et disproportionnés sur les civils, Handicap International et 19 ONG créent le collectif INEW destiné à agir sur la plan politique pour enrayer l'incroyable escalade du nombre de victimes civiles.

« La liste des armes explosives imprécises et disproportionnées dans leur impact ne cessait de s'allonger. Il ne s'agissait donc plus d'interdire une arme comme nous l'avions fait pour les mines antipersonnel ou les bombes à sous-munitions, mais de mettre un terme à certaines pratiques totalement inadaptées des armes explosives dans les conflits que nous connaissons aujourd'hui », explique Baptiste Chapuis.

Le collectif défend alors l'idée d'une Déclaration politique internationale des États destinée à encadrer l'utilisation des armes explosives « à large rayon d'impact » en zones peuplées, reposant principalement sur 2 piliers essentiels :

- STOPPER L'UTILISATION DES ARMES LES PLUS DESTRUCTRICES DANS LES VILLES = armes au périmètre de destruction étendu (ex. : bombes aériennes), armes imprécises par nature (ex. : mortiers), armes dispersant de multiples munitions (ex. : roquette Grad dite « Orgues de Staline ») ;
- CONTRAINDRE LES ÉTATS À UN DEVOIR D'ACTION ET DE RÉPARATION = Obliger les États à soutenir dans la durée les populations civiles touchées par les bombardements, par une assistance aux victimes adéquate et inclusive, et accompagner le long travail de déminage des villes.

[OCTOBRE 2019] CONFÉRENCE DE VIENNE : UN PREMIER TOURNANT HISTORIQUE

Alep, Raqqa, Mossoul, Idlib... Peu à peu, l'actualité donne raison aux dizaines d'acteurs de la société civiles mobilisés. 12 États emmenés par l'Autriche et l'Irlande, soutenus par le Secrétaire général de l'ONU et le Comité International de la Croix-Rouge se saisissent alors du sujet et reconnaissent l'urgence d'agir. Les 1^{er} et 2 octobre 2019, grâce à cette mobilisation, la Conférence de Vienne destinée à poser les bases de l'accord des États marque un tournant historique pour le combat. À l'issue ce rendez-vous, 84 États se disent favorables à un accord, dont la France.

[FIN 2020 / DÉBUT 2021] CONFÉRENCE DE DUBLIN : ABOUTIR À UN TEXTE AMBITIEUX

Ces discussions doivent aboutir à la Conférence de Dublin, destinée à adopter le texte final et à l'ouvrir à la signature des États. Initialement prévue en mai 2020 et reportée fin 2020 / début 2021 en raison de l'épidémie de Covid-19, l'objectif de cette conférence est de convaincre les États d'adopter un texte final ambitieux et suffisamment contraignant pour avoir un impact sur le terrain.

SYRIE, YEMEN, LIBAN ET AFGHANISTAN... LES CIVILS EN PREMIÈRE LIGNE

Pour la 9^{ème} année consécutive, 90 % des victimes de bombardements en zones peuplées sont des civils. En 2019, 29 499 personnes⁶ ont été tuées ou blessés par des armes explosives dans le monde. Irak, Yémen, Syrie, Libye... Ces pays continuent de subir le poids des bombardements, malgré les appels aux cessez-le-feu lancé par le Secrétaire général des Nations Unies dans le contexte de crise sanitaire. Non seulement les armes explosives à large rayon d'impact tuent et mutilent, mais elles condamnent également les civils à survivre dans des paysages dévastés et des villes amputées de la plupart de leurs infrastructures et services essentiels aux populations.

SYRIE

Depuis 2011, le conflit syrien a brisé la vie de milliers de civils. Combats, exodes, bombardements... Entre 2011 et 2018, on compte 79 206 victimes d'armes explosives en Syrie. Parmi ces victimes, 85% (67 263) étaient des civils, bien que le chiffre réel soit probablement beaucoup plus élevé⁷.

Les armes explosives ont des conséquences désastreuses en Syrie, où l'on estime que plus de 11,3 millions de personnes auraient besoin d'assistance, dont 3 millions de personnes blessées et handicapées. Un grand pourcentage de ces blessés est probablement dû aux armes explosives. Face à l'épidémie de Covid-19, Handicap International alerte sur l'incapacité des systèmes de santé de faire face seuls au virus. 60 % des services de santé en Syrie sont aujourd'hui endommagés ou détruits. Ainsi, alors que la demande de soins de santé est plus importante que jamais, l'accès aux soins est considérablement réduit et les civils « meurent de blessures et de maladies qui sont facilement traitables et évitables »⁸. La Syrie fait face entre 2011 et 2018 et jusqu'à aujourd'hui à ce qu'on peut appeler la « weaponization of health care » en visant délibérément des médecins, les forçant à se déplacer⁹. Cette pratique barbare vient fragiliser un peu plus les populations qui font déjà face à de multiples crises. Ainsi, les infrastructures de santé ont subi 492 attaques depuis le début du conflit. L'hôpital central au nord d'Hama, par exemple, a été ciblé au moins 11 fois¹⁰.

79 206 victimes d'armes explosives en Syrie, entre 2011 et 2018.



YEMEN

Cinq ans de guerre au Yémen ont laissé des millions de civils dans le besoin : famine, maladies, exodes forcés, pauvreté... Lorsque des armes explosives ont été utilisées en zones peuplées dans le pays, 99 % des personnes tuées et blessées étaient des civils¹¹. En 2018, la violence due aux armes explosives a fait 2 330 morts et blessés, dont 78 % (1 807) étaient des civils. Parmi les morts et les blessés civils, 84 % ont été causés par des bombardements¹².

On estime que près de plus de 80 % de la population du Yémen a besoin d'une aide humanitaire. Les populations manquent de nourriture, de carburant, d'eau potable et d'accès aux services de soins de santé, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux maladies qui peuvent généralement être soignées ou éradiquées ailleurs dans le monde¹³. Face à la Covid-19 la population yéménite est donc en première ligne. Le système de santé au Yémen est particulièrement affaibli puisqu'environ 19,7 millions de personnes ont besoin d'une assistance sanitaire et près d'un cinquième des 333 districts du pays n'ont pas de médecin¹⁴. Cette situation catastrophique dans le contexte de pandémie mondiale est en partie due aux bombardements des civils. Les hôpitaux et les médecins du pays ont été pris pour cible au moins 120 fois par les parties belligérantes du conflit¹⁵, et 49 % des infrastructures de santé ne sont plus fonctionnelles à cause des bombardements¹⁶.

99 % des personnes tuées et blessées étaient des civils lorsque des armes explosives ont été utilisées en zones peuplées au Yémen.

⁶ Explosive violence in 2019, AOAV, 7 January 2020 | ⁷ Explosive violence in 2019, AOAV, 7 January 2020 | ⁸ AOAV, Explosive violence and the health challenges ahead for Syria, 4 December 2019 | ⁹ Ibid. | ¹⁰ Chattam House, Attacks on Healthcare in Syria Look Like a Bloody Strategy of Forced Displacement, 23 février 2018 | ¹¹ Explosive violence in Yemen 2018, AOAV, 2019 | ¹² Explosive violence in Yemen 2018, AOAV, 2019 | ¹³ Health crisis in Yemen, ICRC, 2019 | ¹⁴ Fuel distributed to health facilities by WHO in 2019, Relief Web, 9 April 2020 | ¹⁵ Health workers targeted at least 120 times in Yemen conflict – report, The Guardian, 18 March 2020 | ¹⁶ [Death Sentence to Civilians: The Long-Term Impact of Explosive Weapons in Populated Areas in Yemen](#), Handicap International, 2020.

LIBAN

Après plusieurs décennies de conflits intermittents, et malgré 15 ans d'action de dépollution des sols, la population continue d'être affectée par les mines et les restes explosifs de guerre, et certaines victimes ont besoin d'une assistance tout au long de leur vie pour vivre avec leurs blessures. Par ailleurs, au-delà de ce lourd héritage, le Liban accueille actuellement le plus grand nombre de réfugiés par habitant au monde, soit plus d'un quart de sa population¹⁸. Or, les conséquences de la crise syrienne exercent une pression sans précédent sur l'économie, les services publics et les infrastructures du Liban. Contraints de fuir leur pays lourdement touché par les armes explosives à large rayon d'impact, les réfugiés syriens vivent dans des conditions très difficiles : sans accès à l'eau, aux services et entièrement dépendant de l'action humanitaire dans des camps le plus souvent informels.

La Covid-19 a eu des impacts négatifs sur l'économie du Liban, entraînant de nombreux ménages vers de fortes difficultés financières. De plus, les mesures sanitaires mises en place par les autorités ont parfois aggravé la situation des réfugiés du pays : limitation de l'intervention des associations, couvre-feu, hausse des prix des produits alimentaires de base, discrimination et rejet des réfugiés par la population libanaise dans un contexte où l'hygiène est devenue primordiale, etc.

1/4 de la population libanaise
sont des réfugiés.



AFGHANISTAN

L'Afghanistan n'est pas un pays épargné par les armes explosives. Malgré l'importante présence de la communauté internationale, l'un des pays les plus pauvres, mais aussi les plus minés au monde, fait pourtant toujours face à une insécurité constante. Après 17 ans de guerre, la population, dont plus de la moitié vit sous le seuil de pauvreté, est contrainte de vivre dans un contexte instable. On estime que 14 millions de personnes¹⁷ en Afghanistan ont besoin d'une aide humanitaire. L'année 2018 a été particulièrement violente puisque 7 388 personnes ont été victimes d'armes explosives dont 58 % étaient des civils. Soit une augmentation de 37 % du nombre de morts et de blessés parmi les civils par rapport à 2017.

Lorsque les armes explosives sont utilisées en zones urbaines en Afghanistan, 83% des victimes sont des civils.

7 388 victimes d'armes explosives.
58 % étaient des civils.
+ 37 % par rapport à l'année 2017.

¹⁷ OCHA, Afghanistan | ¹⁸ World Food Programme, Assessing the Impact of the Economic and COVID-19 Crises in Lebanon, June 2020

PARTIE
2

PYRAMIDES SOLIDAIRES

LES PYRAMIDES DE CHAUSSURES DEVIENNENT LES PYRAMIDES SOLIDAIRES

PAS DE CHAUSSURES EN 2020, MAIS DES ACTIONS SOLIDAIRES

Dans le contexte de pandémie mondiale, les interactions sociales doivent être repensées afin d'empêcher la propagation de la Covid-19. L'association a pris dès le mois d'avril, deux décisions importantes pour cette nouvelle édition des pyramides :

- Elle n'encouragera pas les rassemblements de grande ampleur.
- Elle ne demandera pas aux citoyens d'apporter leurs chaussures pour les lancer sur une pyramide.

Ce lancer, symbole de la mobilisation citoyenne, est remplacé par de nombreuses actions solidaires toutes destinées à témoigner notre soutien aux victimes civiles : les Pyramides de Chaussures deviennent les Pyramides Solidaires.

« FACE AUX BOMBARDEMENTS DES CIVILS, SEULS LES MURS DE L'INDIFFÉRENCE DOIVENT TOMBER »

L'édition 2020 joue sur l'univers sémantique et visuel des murs. Les murs physiques, détruits par les bombardements, envahissent nos écrans : omniprésents dans les journaux télévisés, dans les reportages, dans les films... ils sont partout. Alors que personne ne doit plus ignorer ce qui se passe en Syrie ni au Yémen, les citoyens peuvent se sentir impuissants voire devenir indifférents.

Apparaissent alors d'autres murs, plus intérieurs, plus profonds encore ceux de l'indifférence, ceux de l'inaction.

Ce sont pourtant bien ceux-là que l'on doit détruire en montrant encore et toujours la réalité de ce qui se passe sur le terrain, en poussant à l'action citoyenne qui peut faire bouger les États et aboutir à des succès diplomatiques.

Handicap International est déjà parvenue à interdire les mines antipersonnel en 1997, puis les bombes à sous-munitions en 2008. L'association est sur le point de remporter une 3^{ème} victoire à Dublin, et c'est ce formidable message de mobilisation et d'espoir que portent ces Pyramides 2020.

Organisées à Lyon et à Paris comme dans toute la France par nos bénévoles, les Pyramides Solidaires seront largement inspirées par ce thème des murs.

LES ÉVÉNEMENTS PYRAMIDES SOLIDAIRES

À PARIS ET À LYON

À Paris, un événement médiatique inédit et spectaculaire permettra aux citoyens de la capitale de vivre l'expérience d'une ville marquée par la destruction et les armes explosives. Accompagné par l'agence Strike, cet événement mettra en scène la notion de mur. Il sera dévoilé aux Parisiens le 24 septembre.

À Lyon, une exposition inédite se tiendra les 26 et 27 septembre sur la place Bellecour. L'occasion pour les passants de déambuler devant une exposition immersive et expérientielle, conçue par Laure Pichat, architecte et scénographe, et d'échanger avec les experts de l'association. Au travers de murs pédagogiques, le public découvrira les conséquences désastreuses des bombardements en zones peuplées, mais aussi l'accompagnement des victimes par nos équipes sur le terrain pour leur permettre de vivre à nouveau debout.

PARTOUT EN FRANCE

Cette année, c'est sans chaussures, dans toutes les villes de France et tout au long du mois de septembre que les citoyens pourront exprimer leur mobilisation contre les bombardements des civils. Chaque individu pourra s'investir à son niveau et à sa façon pour dénoncer l'utilisation des armes explosives à large rayon d'impact dans les zones peuplées : en organisant des événements pour faire signer la pétition et pour continuer d'interpeller les députés, en montant des actions de collectes au profit de Handicap International...

Toutes les propositions d'actions solidaires seront en ligne sur le site pyramides-solidaires.fr

DES OPÉRATIONS SPÉCIALES ORCHESTRÉES PAR HANDICAP INTERNATIONAL

Au-delà des actions solidaires ponctuelles et isolées proposées aux citoyens, ceux qui souhaitent se mobiliser davantage peuvent prendre part à des opérations spéciales, des actions « clés en main » proposées par Handicap International. L'action « les murs dénoncent », où les citoyens seront invités à afficher les portraits d'une victime civile de bombardement à leur fenêtre ; ou encore l'action exceptionnelle « les murs témoignent », dévoilée quelques jours avant l'événement, seront autant de moyens pour les citoyens de s'engager dans ce combat.

LES PYRAMIDES SOLIDAIRES EN LIGNE

L'ensemble des actions solidaires organisées viendront ériger une Pyramide digitale et perpétuer le symbole de la mobilisation.

Au-delà de la signature de pétition en ligne, des actions solidaires seront également proposées :

Grâce au hashtag [pyramidessolidaires](https://twitter.com/pyramidessolidaires) chaque citoyen sera invité à créer et diffuser sur les réseaux sociaux sa propre pyramide ou son propre lancer de chaussures... Toutes les pyramides sont les bienvenues pour symboliser la lutte contre les bombardements des civils.

De plus, pour les nostalgiques des chaussures, ils pourront jeter celles de leur choix en ligne et faire un don : à partir d'1 euro symbolique, une chaussure viendra faire grandir la pyramide virtuelle.



« Handicap International appelle donc les citoyens à passer à l'action, pour que l'écho de la mobilisation contre les bombardements des civils résonne tout au long du mois de septembre. Parce qu'il n'y a pas de "petites" mobilisations, les Pyramides Solidaires seront multiples et variées, à l'image des citoyens qui s'élèveront pour clamer haut et fort le thème de cette 26^e édition : "Face aux bombardements des civils, seuls les murs de l'indifférence doivent tomber". »

Hélène Robin, chef de projet Mobilisation



PARTIE 3

AGIR AUX CÔTÉS DES VICTIMES,

LE LEITMOTIV DE HANDICAP INTERNATIONAL DEPUIS PRÈS DE 40 ANS

Depuis 1982, Handicap International agit aux côtés des victimes de guerres pour leur permettre de vivre debout et retrouver des conditions de vie décentes. Après les conflits, l'ONG conduit des opérations de déminage humanitaire et de prévention des accidents. Elle déploie aujourd'hui 441 programmes d'action dans 61 pays à travers le monde.



INCLURE

La prise en charge des personnes blessées suite à un accident par un reste explosif de guerre nécessite en premier lieu une intervention médicale ou chirurgicale. C'est après cette étape que Handicap International intervient auprès des victimes. Elle les prend en charge dans des centres de réadaptation pour leur fournir une prothèse sur mesure et leur prodiguer les premiers soins de kinésithérapie. Plusieurs séances d'exercices de rééducation sont ensuite nécessaires. Pour la personne mutilée, la conquête de l'autonomie passe par le réapprentissage de chaque geste de la vie quotidienne. Les projets de réadaptation prennent en compte le parcours de vie et les besoins de chaque individu, ainsi que les capacités techniques et professionnelles locales.

674 975 BÉNÉFICIAIRES



PROTÉGER

Handicap International conduit des programmes de prévention des risques liés aux mines, restes explosifs de guerre et armes légères, visant à informer la population et à lui enseigner les réflexes indispensables pour éviter les accidents. L'ONG mène des actions de prévention aux niveaux national et régional, en s'appuyant sur le système éducatif et/ou les réseaux traditionnels et religieux, ainsi que sur les médias locaux.

919 103 BÉNÉFICIAIRES



APPAREILLER

La prise en charge des personnes blessées suite à un accident par un reste explosif de guerre nécessite en premier lieu une intervention médicale ou chirurgicale. C'est après cette étape que Handicap International intervient auprès des victimes. Elle les prend en charge dans des centres de réadaptation pour leur fournir une prothèse sur mesure et leur prodiguer les premiers soins de kinésithérapie. Plusieurs séances d'exercices de rééducation sont ensuite nécessaires. Pour la personne mutilée, la conquête de l'autonomie passe par le réapprentissage de chaque geste de la vie quotidienne. Les projets de réadaptation prennent en compte le parcours de vie et les besoins de chaque individu, ainsi que les capacités techniques et professionnelles locales.

271 019 BÉNÉFICIAIRES



DÉMINER

Le déminage, appelé plus largement la dépollution, couvre l'ensemble des activités destinées à éliminer les restes explosifs de guerre et les mines antipersonnel. Cette démarche comprend les enquêtes techniques (déterminer quelle zone doit être déminée), la cartographie, le marquage des zones dangereuses, le déminage puis la destruction des armes explosives. Elle intègre également la liaison avec les communautés et les autorités locales qui permet d'introduire et d'accompagner les opérations de dépollution. Les terres destinées ou dépolluées sont ensuite restituées aux populations.

825 715 BÉNÉFICIAIRES



DÉFENDRE

Handicap International tire de son action en faveur des personnes vulnérables une expertise et un savoir-faire qui lui permettent d'intervenir auprès des gouvernements nationaux, comme sur la scène internationale, pour une meilleure prise en compte des personnes vulnérables dont les personnes handicapées. L'association a ainsi contribué à l'adoption de deux traités devenus références en matière de lutte contre la violence armée : le Traité d'Ottawa (1997) et celui d'Oslo (2008) interdisant respectivement les mines antipersonnel et les bombes à sous-munitions (BASM). Handicap International milite aujourd'hui pour une Déclaration politique internationale contre l'utilisation des armes explosives en zones peuplées. L'ONG travaille également aux côtés des organisations de personnes handicapées pour favoriser l'émergence et le respect de leurs droits à l'accès aux soins, à l'éducation et au travail, entre autres.

**2 871 722 BÉNÉFICIAIRES
DIRECTS EN 2019¹**

¹. personnes ayant reçu un bien ou un service au cours d'un projet mis en œuvre par HI ou ses partenaires opérationnels en 2019

HISTOIRE D'UN COMBAT CONTRE LES ARMES DES LÂCHES

1982

Il y a plus de 35 ans, un profond sentiment de révolte face à la détresse de milliers de Cambodgiens victimes de mines antipersonnel fait naître chez les fondateurs de Handicap International la volonté farouche de les aider à se « remettre debout ». La fabrication et la pose de prothèses permettent d'apporter des solutions aux victimes mais n'enrayent pas les causes de ces drames : il devient évident qu'il faut agir au plus vite pour bannir ces armes.

1992

Fort de son expertise de terrain, Handicap International fonde, avec cinq autres ONG, **la Campagne internationale pour interdire les mines antipersonnel (ICBL)**.

1997

Au terme de cinq années militantes marquées par la mobilisation conjointe de la société civile, des ONG et de certains États, le **Traité d'Ottawa**, engageant les États parties à ne plus utiliser, produire, stocker ou commercialiser les mines antipersonnel, est signé. La même année, **Handicap International reçoit, avec l'ICBL, le prix Nobel de la paix** pour sa contribution dans cette avancée capitale.

2003

Le combat de Handicap International s'étend à la lutte contre les bombes à sous-munitions (BASM). Ces armes contiennent jusqu'à plusieurs centaines de mini-bombes explosives qui sont exactement comme des mines lorsqu'elles n'explorent pas à l'impact.

2008

Une nouvelle fois, la mobilisation citoyenne permet de faire pression sur les États pour aboutir, en décembre 2008, à la signature du **Traité d'Oslo, interdisant les BASM**. Les victimes sont désormais reconnues et les États signataires s'engagent à soutenir les survivants.

2015

Alors que les guerres ont pris place au cœur des villes, il s'agit à présent, pour Handicap International, de s'attaquer à la pratique de plus en plus répandue des bombardements massifs en zones peuplées responsables de la mort de milliers de civils. Aux côtés de 19 autres ONG, HI fonde le Réseau international contre les armes explosives (INEW1), destiné mettre fin à l'usage des armes explosives en zones peuplées.

ET ENSUITE...

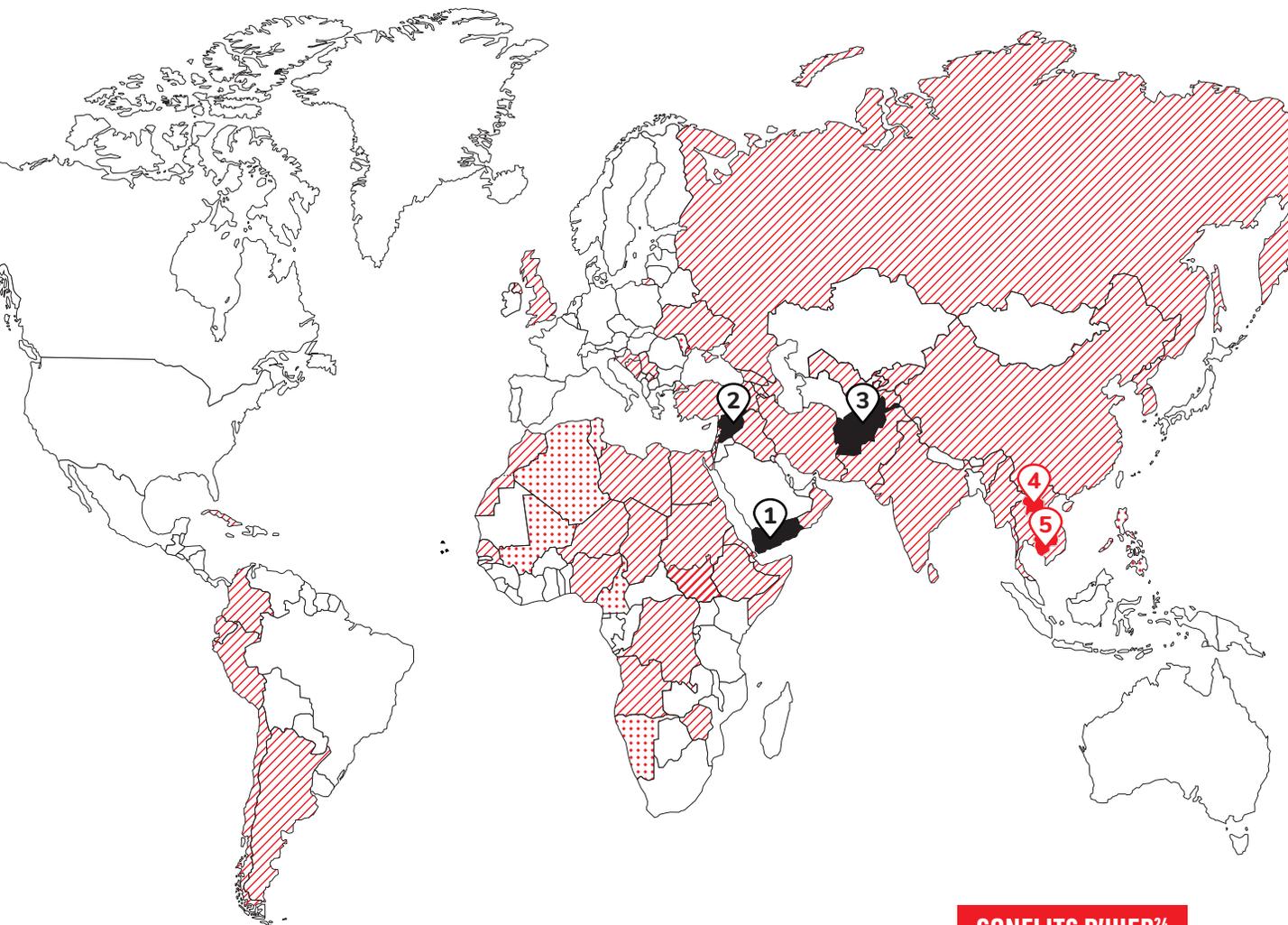
Depuis octobre 2019 le processus diplomatique est lancé et s'achèvera lors de la Conférence de Dublin prévue début 2021. Cette dernière marquera le point final dans le combat que mène Handicap International contre l'utilisation des armes explosives à large rayon d'impact. L'objectif de cette conférence sera de convaincre les États d'adopter un texte final ambitieux et suffisamment contraignant pour avoir un impact sur le terrain.



LES MARQUES INDÉLÉBILES DES CONFLITS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

PAYS FRAPPÉS PAR LES ARMES EXPLOSIVES EN 2019¹⁹

-  Pays et territoires contaminés, par les mines antipersonnel, les bombes à sous-munitions et les restes explosifs de guerre
-  Pays dans lesquels une contamination est suspectée



CONFLITS D'AUJOURD'HUI

1/ YÉMEN

En 2018, la violence due aux armes explosives a fait 2 330 morts et blessés²⁰. Lorsque des armes explosives ont été utilisées en zones peuplées, **99 % des personnes tuées et blessées étaient des civils**²¹.

2/ SYRIE

Entre 2011 et 2018, on compte **79 206 victimes** d'armes explosives en Syrie. Parmi ces victimes, **85% (67 263)** étaient des civils, bien que le chiffre réel soit probablement beaucoup plus élevé²².

3/ AFGHANISTAN

Afghanistan : En 2018, Alors que 90 % de la population vit à plus de 100 km d'un centre de réadaptation le pays figurait parmi ceux ayant le plus de victimes de mines improvisées, soit 1 586²³.

CONFLITS D'HIER²⁴

4/ LAOS

Bombardé massivement par l'armée américaine il y a 50 ans, le Laos vit toujours sous la menace des restes explosifs de guerre. Depuis 1964, on compte plus de 50 000 victimes. Le Laos reste à ce jour le pays le plus contaminé du monde.

5/ CAMBODGE

La guerre civile cambodgienne s'est achevée en 1975. Pourtant, entre 1979 et aujourd'hui, plus de 64 000 personnes ont été tuées ou blessées à cause des restes explosifs de guerre.

¹⁹ Landmine Monitor, 2019 | ²⁰ Explosive violence in Yemen 2018, AOAV, 2019 | ²¹ Explosive violence in Yemen 2018, AOAV, 2019 | ²² Explosive violence in 2019, AOAV, 7 January 2020 | ²³ Landmine Monitor, 2019 | ²⁴ Landmine & cluster munition monitor – ICBL-CMC – août 2018.



CONTACT PRESSE

Audrey Janvier
04 26 68 75 39
06 98 65 63 94
a.janvier@hi.org

SUIVEZ-NOUS SUR

Facebook
Twitter
Instagram
LinkedIn

EN SAVOIR PLUS

handicap-international.fr

